

EDITORIAL

Ce numéro spécial de la Revista Jurídica Portucalense est consacré aux MÉCANISMES DE PROTECTION JURIDIQUE EN DROIT CIVIL. L'idée de ce numéro a été proposée par un groupe de chercheurs Ukrainiens. Après que l'ancien directeur de l'Instituto Jurídico Portucalense, le professeur Wladimir Brito, ait approuvé la publication du numéro spécial, nous avons lancé un appel à contributions, qui a débuté en janvier 2023 et s'est terminé en avril 2023.

Dans ce numéro, la section consacrée à la RECHERCHE SCIENTIFIQUE comprend dix-neuf articles qui ont été sélectionnés dans le cadre d'un processus d'évaluation par les pairs en double aveugle. Vous trouverez ci-dessous un résumé de chacun des dix-neuf articles présentés dans ce numéro spécial de la Revista Jurídica Portucalense.

L'étude sur "*Os consumidores da era digital: Que lugar para o direito à informação?*" de Ana Clara AZEVEDO AMORIM, explore ce qui influence le choix des consommateurs à l'ère numérique et cherche à savoir si la responsabilité légale de fournir des informations est toujours nécessaire.

Dans l'article "*Bens sub-rogados no lugar de bens próprios - Da intervenção de ambos os cônjuges no ato aquisitivo*" par Andreia Madalena MAGALHÃES JESUS, l'auteur présente une analyse jurisprudentielle et doctrinale de l'article 1723, aliéna c), du Code civil portugais.

Suit une étude d'Eva Dias COSTA, intitulée "*Contributos para a interpretação do artigo 1791.º do Código Civil - a perda de benefícios em caso de divórcio e separação de pessoas e bens*", dans laquelle l'auteur cherche, face à une apparente imprécision en la matière, à éclairer la perte de bénéfices prévue à l'article 1791 du Code civil en cas de divorce ou de séparation de personnes et de biens, à la lumière de la lettre et de l'esprit du régime juridique du divorce issu de la réforme de 2008.

Fátima BRAGA, dans son article intitulé "*A Procriação Medicamente Assistida e os princípios constitucionais da igualdade e não discriminação*", analyse la loi sur la procréation médicalement assistée (au Portugal) à la lumière des principes constitutionnels d'égalité et de non-discrimination, et ne trouve aucune raison valable d'exclure les hommes, seuls ou en couple, en tant que bénéficiaires de la PMA.

Hugo CUNHA LANÇA, dans son article intitulé "*Revisitar o regime jurídico da capacidade de agir dos menores, tendo por substrato a neurociência*", se propose d'analyser la capacité juridique des mineurs en fonction des caractéristiques de leur développement cérébral.

L'article d'Irene COPPOLA intitulé "*Why does the right to abortion continue to be discussed?*" vise à démontrer que le droit à l'avortement n'existe pas en Italie. Mme Coppola s'appuie sur une brève analyse historique pour étayer son argumentation.

Dans "*Mediation as an effective tool for the prevention of violations and the protection of rights in Ukraine through the prism of international experience*", Natalia HRES, Viktoria STRELNYK et Tetiana CHURILOVA examinent les moyens efficaces de résoudre les litiges, principalement grâce à la médiation, en s'appuyant sur des pratiques internationales positives. En raison des conséquences dévastatrices de la loi martiale en Ukraine, qui a notamment limité l'accès aux voies de recours judiciaires.

Trois autres études visant à améliorer le système juridique ukrainien sont exposées ci-dessous.

Dans la première étude, intitulée "*Gaps in the Legal Regulation of Property Rights and other Real Rights in Ukraine: Comparative Characteristics with Similar Institutions in the EU Countries*" et présentée par Oleh ILKIV, Vitalii MYKULETS, Volodymyr DUMA, Viktor TKACHUK et Nataliia DEREVIANKO, les auteurs comparent le système juridique du droit de propriété des biens immobiliers et des

terres agricoles en Ukraine avec les systèmes de certains pays de l'UE et proposent la mise en œuvre de certaines mesures concrètes.

Dans la seconde étude, les auteurs Oleksii KHOVPUN, Artur ZAMRYHA, Victoria PANCHENKO, Valerii MASHYKA et Mykolai GERASYMENKO se concentrent sur le terme "extorsion", qui joue un rôle crucial dans la compréhension de la responsabilité pénale et civile en matière d'infractions économiques. Dans leur étude "*Specificities of criminal (civil) liability for economic offences*", ils considèrent qu'il est essentiel de comprendre la relation entre l'extorsion et la responsabilité pénale et civile en matière d'infractions économiques pour plusieurs raisons, notamment pour assurer une évaluation précise des conséquences juridiques infligées aux auteurs d'infractions.

Dans la troisième étude, "*Pre-contractual relationship in the contract law of Ukraine and the DFCR: the problem of updating legal regulation in view of the reform of the Civil Code of Ukraine*", Olena KOKHANOVSKA, Vadym TSIURA et Veleonin KOKHANOVSKYI soulignent que le système ukrainien en matière de relation précontractuelle devrait être établi sur la base d'un certain nombre de principes fondamentaux du droit des contrats, tels qu'acceptés dans le droit privé européen, notamment en ce qui concerne le problème du contenu de la relation précontractuelle.

Renato NETO, dans son article "*Diligência profissional na economia colaborativa*", présente une notion de professionnalisme, qui sert de base pour évaluer s'il est possible d'exiger une diligence professionnelle, qualifiée et supérieure à la diligence ordinaire. Il étudie en particulier le traitement de l'"hébergement local" en droit portugais afin de déterminer si ces activités de l'économie collaborative tendent à se professionnaliser. Enfin, il examine le niveau de diligence à exiger.

Roman I. TASHIAN, Yuliia S. TAVOLZHANSKA, Oleksii V. TAVOLZHANSKYI, Serhii V. GRYNCHAK et Nataliia V. SMETANINA présentent un article intitulé "*Scientific doctrine as a source of law in international law and*

legal systems of the world" dans lequel ils analysent le rôle déterminant et le potentiel de la doctrine, en accordant une attention particulière au droit international, ainsi qu'aux systèmes juridiques romano-germaniques, anglo-saxons et religieux.

Sont ensuite présentés sept articles particulièrement axés sur le système juridique ukrainien.

Viktoriia RIEZNIKOVA, Ivan KOSTYASHKIN, Tetiana LAHOIDA, Iryna KRAVETS et Antonina BOIKO analysent l'état actuel de la protection des droits de propriété en période de loi martiale et identifient les principaux problèmes qui en découlent dans leur article "*Ensuring property rights under martial law*".

Volodymyr O. HAVRYLYUK, Nataliya V. RYBAK, Volodymyr V. KUZMENKO, Olha V. LETS et Oleh P. DENEHA cherchent à identifier l'impact de la loi martiale sur les relations de travail en Ukraine, en particulier sur les droits des travailleurs, dans leur article intitulé "*The influence of martial law on labour relations in Ukraine*".

Volodymyr KUZMENKO, Andriy KOROTKYKH, Oksana VAITSEKHOVSKA, Vladyslav KOSTENKO et Kateryna KUTSOVOL examinent la sous-traitance et sa réglementation, soulignent ses avantages et ses inconvénients et explorent son potentiel de croissance en Ukraine et dans le monde, dans leur article intitulé "*Topicality of outsourcing as one of prospective employment forms*".

Yevhen LEHEZA, Bogdan SHCHERBYNA, Yulia LEHEZA, Olena PUSHKINA et Olesia MARCHENKO présentent une étude sur l'exception d'inexécution d'un contrat, mais dans la perspective du droit ukrainien, sur sa nature, sur la possibilité ou non de recourir à cette solution en cas d'inexécution d'une obligation accessoire ou d'une obligation de ne pas agir. L'article est intitulé "*Features of applying the right to suspension or complete/partial refusal to fulfil a*

duty in case of non-fulfilment of the counter duty by other party according to the civil legislation of Ukraine".

Nous nous penchons ensuite sur les recherches de Volodymyr NAHNYBIDA, Zhanna CHORNA, Svitlana LOZINSKA, Roksolana IVANOVA et Volodymyr BOBRYK dans leur article intitulé "*Protection of rights of ownership under Ukrainian and European law: theory and practice*". Les auteurs examinent les dimensions théoriques et pratiques de la défense des droits de propriété individuels et attirent l'attention sur les principaux obstacles qui entravent le fonctionnement efficace de ce mécanisme de protection.

Yurii NAZAR, Danylo YOSYFOVYCH, Viktoriia BONDARENKO, Bohdan MELEKH, Nataliia PUSTOVA dans leur article "*Essence of administrative guarantees of the rights of individuals and legal entities during state control (Supervision)*" examinent les principes de base des garanties administratives liées à la protection des droits des personnes physiques et morales lors du contrôle et de la supervision de l'Etat. Ils le font à travers une analyse complète de la législation en vigueur en Ukraine.

Pour conclure la section "Recherche scientifique", Yurii PRYTYKA et Serhii KRAVTSOV présentent une étude intitulée "*Small Claims in Civil Procedure in Ukraine: Panacée ou obstacle à l'accès à la justice*", dans le cadre du projet de recherche "Justice in the context of sustainable development" Project No. 22BF042-01 (2022-2024). Selon les auteurs, des procédures judiciaires simplifiées ont été introduites en Ukraine, en particulier pour les petits litiges. Cependant, ils se demandent si la procédure civile pour les petits litiges respecte le principe de l'Etat de droit et les principes fondamentaux de la procédure judiciaire tels que définis par la Constitution de l'Ukraine, et si ces procédures n'entravent pas l'exercice du droit à la protection judiciaire. Les auteurs tentent de répondre à ces questions en analysant la législation de différents pays européens, la pratique de la Cour européenne des droits de l'homme et la recherche systématique des dispositions de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme. Les conclusions justifient la nécessité de

publier une formule de détermination des petits litiges en fonction du niveau de revenu minimum dans un pays donné.

Comme toujours, nous remercions la Fundação para a Ciência e Tecnologia (FCT).

l'Éditeur en chef

Mónica Martinez de Campos

Edição e propriedade:

Universidade Portucalense Cooperativa de Ensino Superior, CRL

Rua Dr. António Bernardino de Almeida, 541 - 4200-072 Porto

Email: upt@upt.pt